

COMMISSION ACTIVITES RESSOURCES

du Mardi 02 Octobre 2012



POLITIQUE TRAVAUX ET POLITIQUE TECHNIQUE DE L'AP-HP



Contexte immobilier et bâti

- 37 sites comportant 700 bâtiments environ
- 2 800 000 m² SDO (environ 3 500 000 m² SHON)
- Environ
 - 1 400 ascenseurs
 - 1 00 centrales de traitement d'air
 - 100 groupes électrogènes
 - 25 chaufferies
 - 20 stations CPCU
 - 350 sous-stations de bâtiments
 - 170 groupes de froid
 - 6 hélistations

Etat des lieux

- **Des audits :**
 - **Electricité en 2008**
 - **Ascenseurs : reconstitution du parc avec les sites et les fournisseurs, état des lieux partiel**
 - **Réseau d'eau : à venir en 2010**
 - **Hélistations : prévue sur 2010**

- **Schéma Directeurs immobiliers et techniques**
 - **Diagnostic en phase 1 (objectif Conf. Stratégiques), commencé en mai 2008 pour le 1^{er} site**

Des SDIT pour améliorer le patrimoine hospitalier

- Phase 1: diagnostic et bilan
- Phase 2: expression des besoins
 - Invariants du projet médical et les cibles d'optimisation
 - Invariants de l'efficience immobilière
- Phase 3: scénarios de réponse aux besoins
 - Les réponses architecturales
 - Les coûts
 - Les délais
- Phase 4: le scénario de référence
 - La trajectoire immobilière retenus
 - Le phasage en court, moyen et long terme
 - L'impact sur les installations techniques

La méthode permettant de définir des trajectoires immobilières

- Classement des bâtiments en fonction de la grille d'analyse :
 - **Vert: satisfaisant ou sans défaut majeur rédhibitoire ;**
 - **Jaune: amélioration nécessaire ;**
 - **Rouge: état non satisfaisant ;**

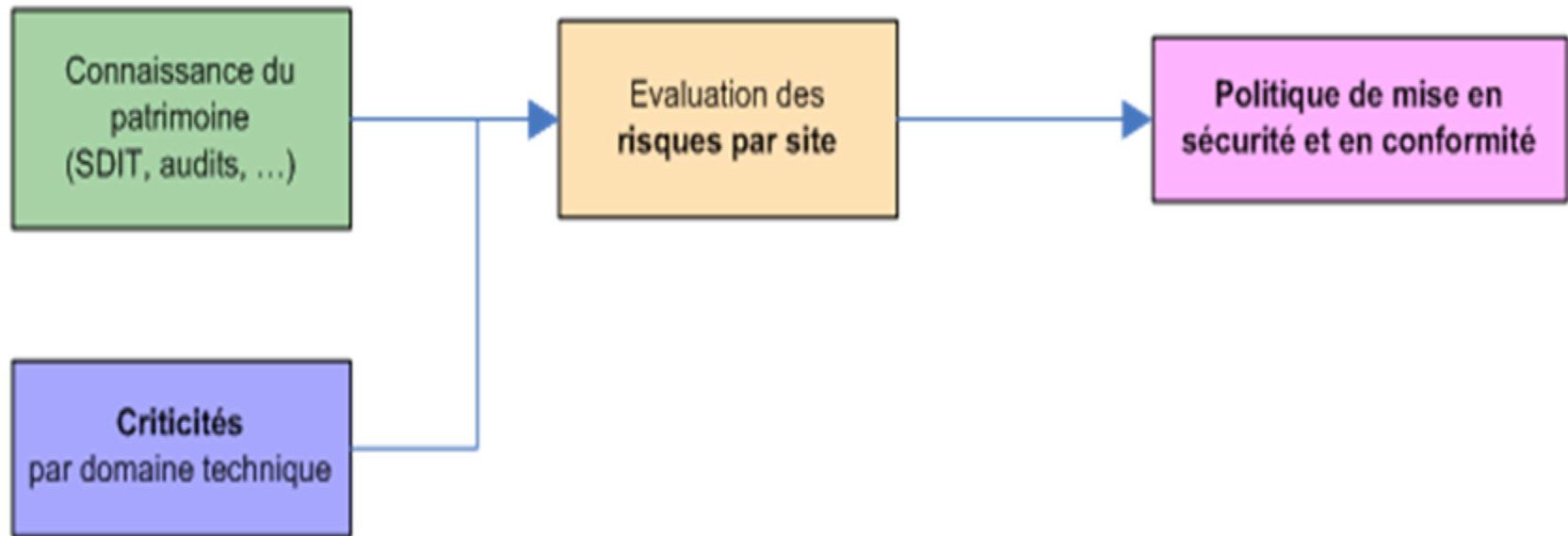
- Confrontation des diagnostics physiques et fonctionnels : en fonction des restructurations envisagées: projet médical ou urgences techniques, ou du devenir du bâtiment :
 - **Vert: usage et état maintenu ;**
 - **Jaune: mutation physique ou fonctionnelle nécessaire ;**
 - **Rouge: hors d'usage hospitalier ;**

- Identification de potentiels de valorisation :
 - **Emprise ou bâtiment pouvant être cédé ou loué ;**
 - **Emprise constituant une réserve foncière pour un projet hospitalier**
 - **Emprise/bâtiment réservé pour une fonction support (tertiaire, social...)**

- **Proposition de modèle organisationnel : les invariants de l'efficience immobilière :**
 - **Limiter la dispersion des fonctions et spécialiser les espaces par type de prise en charge plutôt que par discipline: dissocier flux ambulatoires (consultations, hôpitaux de jour...) des flux d'hospitalisation conventionnelle**
 - **Regrouper les plateaux techniques et les secteurs critiques nécessitant une permanence de l'activité: secteurs interventionnels et sites anesthésiques, imagerie, réanimations et soins continus, urgence ;**
 - **Standardiser et mutualiser les espaces d'hospitalisation conventionnelle: taille cible des unités de soins (25-28 lits), chambre universelle**
 - **Rationaliser l'affectation des surfaces à partir de cibles programmatiques appliquées au volume d'activité (x m²/volume de consultation, x m² bureaux médicaux/ nombre de lits et places, x m²/ nombre de salle de blocs...) ;**

Une politique Technique qui recouvre les sécurités, la conformité aux normes, et le fonctionnement des installations techniques

- ☞ s'appuie sur des diagnostics techniques et les résultats des contrôles réglementaires effectués sur 441 ERP et 5 IGH
- ☞ réalisée dans chaque bâtiment



Les opérations identifiées techniques

Méthodes:

- Utiliser les résultats techniques des SDIT
- Réaliser des audits, et des diagnostics

Objectifs :

- Identifier les ***non conformités*** des installations
- Identifier les ***vétustés et obsolescences***
- Identifier les ***difficultés de maintenance*** et d'exploitation
- Identifier les pistes de réduction des consommations (énergies)

Résultats attendus :

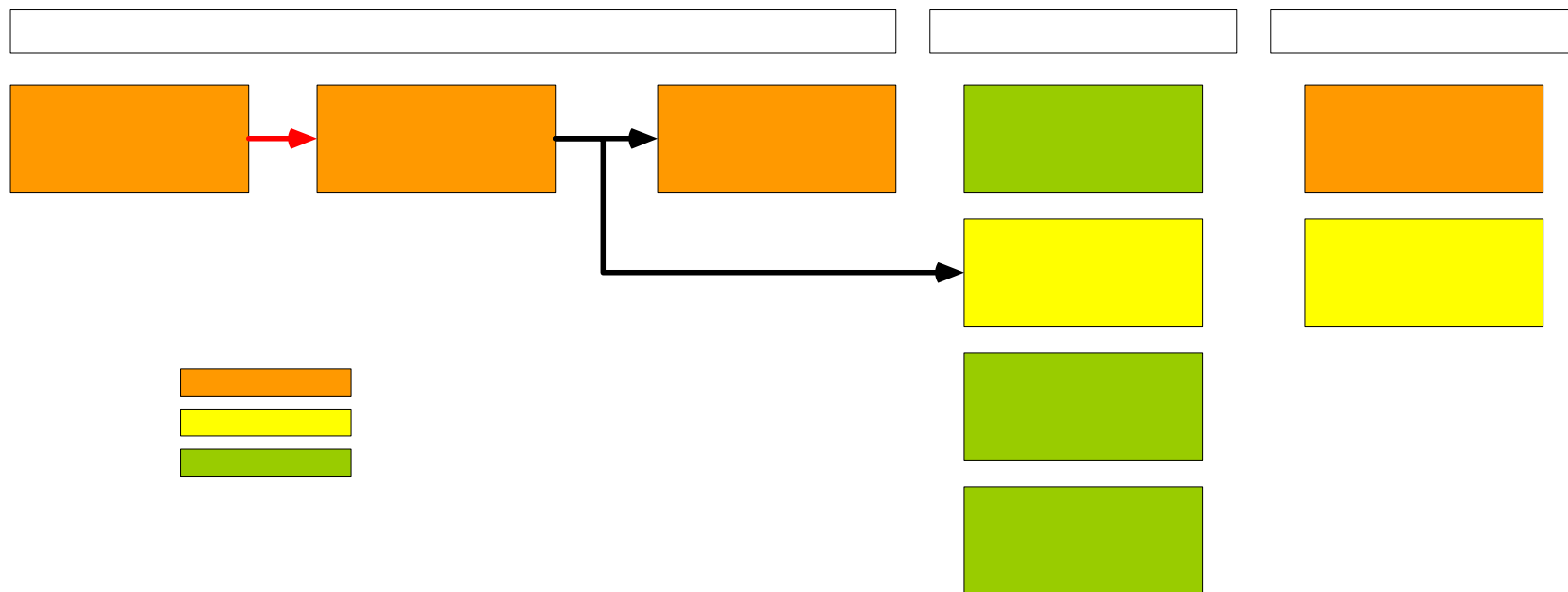
- Réaliser une cartographie des risques par élément technique

Opérations identifiées techniques 2010-2014

- **Electricité** : selon résultats audits 2008
- **Sécurité incendie** : levée des avis défavorables, et détections / alarmes
- Mise en conformité **des ascenseurs** (loi U et H avec les échéances 2010 – 2013 – 2018), et rénovation si nécessaire
- Retrait de **l'amiante** friable
- Poursuite des **audits**, selon réglementation ou risques :
 - Eau / air / chauffage
 - Schéma directeurs incendie : mise en jour si < 2003
 - Diagnostics accessibilité sur tous les sites
- **Ponctuellement : urgences techniques avérées** (exemple vapeur St Antoine)
- Réactualisation Plan de Prévention du Risque Inondation

La politique d'amélioration de la sécurité incendie

- en cohérence avec l'état du patrimoine : âge moyen 120 ans (entre 0 et 500 ans)
- construite selon une trajectoire de mise en sécurité incendie s'appuyant sur une analyse de la criticité



Une organisation adaptée en matière de sécurité incendie

■ Une gestion proche des sites

□ Niveau central :

- **Veille, coordination, pilotage de projets institutionnels, référentiels, reporting, suivi et évaluation**
- ***Une volonté affichée dans la Politique Technique de l'AP-HP 2010-2014 de donner une place majeure à la Sécurité Incendie***

□ Niveau local :

- **Gestion opérationnelle : référents correspondants locaux +/- comités ad hoc, gestion des événements indésirables, alertes sanitaires, évaluations et tableaux de bord, formations, consignes, gestion documentaire, gestion de la maintenance (référentiel commun)**

Un suivi des actions bien codifié

- **Un tableau de bord des « Avis Défavorables » actualisé et exploité**
- **Une hiérarchisation opérationnelle des « Avis Défavorables » débouchant sur un traitement défini des prescriptions**
- **Un dialogue avec la Préfecture de Police**
- **Une priorisation des Opérations Identifiées Techniques (OIT)**
- **Une traçabilité des évènements indésirables concernant la sécurité incendie**
- **Des mesures conservatoires : formation poussée du personnel et renforcement des équipes de sécurité incendie et des rondes**

Un plan d'actions 2010-2014 en cours d'exécution, avec des résultats tangibles

- ☞ d'un montant de près de 74 M€ sur 5 ans
- ☞ concernant en 2009, 35 bâtiments sur 441 ERP et 6 IGH
- ☞ ayant permis à ce jour de lever 16 avis défavorables sur un nombre d'avis défavorables cumulés de 46 dont :
 - **Avicenne** : l'avis défavorable du bâtiment Larrey sera levé dès la réception des travaux en cours
 - **Tenon** : la construction du nouveau bâtiment BUCA va permettre de régler un certain nombre de situations
 - **Hôtel-Dieu** : la réflexion en cours devrait permettre le reclassement de certains bâtiments et la levée d'avis défavorables

Le cas de BICHAT

L'organisation du GH en sécurité incendie et contrôles réglementaires

Le département Sécurité Incendie et Contrôles Réglementaires a pour missions :

- de conduire et mettre en œuvre les schémas directeurs incendie du GH,
- de représenter le GH dans ses relations avec les autorités administratives de prévention et de gestion des risques incendie,
- d'amener progressivement les 5 sites du GH à une conformité incendie,
- de mettre en œuvre une démarche d'assurance qualité et de gestion des risques,
- de superviser et piloter l'ensemble des vérifications réglementaires, en tant qu'entité indépendante de celles qui ont la charge des installations et équipements techniques.

Avis des commissions de sécurité Bichat – Claude Bernard

Bâtiments ou groupe de bâtiments	Type	Catégorie	Périodicité réglementaire	Date de la dernière visite	Prochaine visite prévue en	Avis de la commission de sécurité
Bichat - IGH	U	IGH U	2 ans	02/11/2009	23/06/2011	Défavorable
Bichat ERP - Galette	U	1 ^{ère} catégorie	2 ans	28/02/2008	2010	Défavorable
C Bernard - B.M.I	U	4 ^{ème} catégorie	3 ans	19/06/2009	Juin 2012	Favorable
C Bernard - O.R.L	U	4 ^{ème} catégorie	3 ans	19/06/2009	Juin 2012	Favorable
C Bernard - SSR	U	3 ^{ème} catégorie	3 ans	28/06/2010	Juin 2013	Favorable
C Bernard - Maternité	U	4 ^{ème} catégorie	3 ans	25/03/2011	Mars 2014	Favorable
Pédopsychiatrie	U	5 ^{ème} catégorie	Pas de périodicité	05/01/2010		Favorable
ECIMUD	U	5 ^{ème} catégorie	Pas de périodicité	12/01/2006		Favorable
Amphi CHIRAY	R et V	5 ^{ème} catégorie	Pas de périodicité	12/01/2006		Favorable
Consultation Gynécologie et planning familiale	U	5 ^{ème} catégorie	Pas de périodicité	12/01/2006		Favorable
Crèches	R	5 ^{ème} catégorie	Pas de périodicité			Favorable
Bichat Parc de stationnement	ICPE		Pas de périodicité	26/01/2001		Favorable

Les actions engagées

- **Réflexion en cours sur une alternative :**
 - **de mise en sécurité et de modernisation du bâtiment Bichat**
 - **d'évolution architecturale pouvant impliquer Bichat et Beaujon**

- **Des mesures conservatoires : formation et renfort des équipes de sécurité incendie**

- **Décision d'investir 5.5 millions €TDC sur la période 2010-2014**

- **Examen de la problématique IGH tour - ERP galette**

Les travaux engagés dans le cadre du plan d'actions

- 1. Traitement du risque de développement rapide et de propagation intérieure d'un incendie dans le noyau central :** **1.340 K€**
- 2. Traitement des risques dus à l'obsolescence et à l'hétérogénéité du Système de Sécurité Incendie :** **1.900 K€**
- 3. Traitement des risques dus à l'état des installations de désenfumage des parcs de stationnement des 3^{ème} et 4^{ème} sous-sol :** **960 K€**

Les actions de formation et d'information ciblées

Ce sont des formations théorique et pratique (simulateur)

Notre objectif annuel étant de former le 1/3 de l'effectif :

- **2007 : 1.070 agents formés**
 - **2008 : 1.137 agents formés**
 - **2009 : 1.371 agents formés**
 - **2010 : 1.182 agents formés**
-
- **Intervention auprès de tous les cadres pour les re-sensibiliser lors de la « réunion plénière des cadres » du 28 avril 2011**
 - **Organisation de journées d'information**
 - **Organisation d'exercices avec la BSPP**

Les Phases de mise en sécurité du bâtiment Bichat

- **Diagnostic QUALICONSULT de 2006-2007**
 - État des lieux, analyse de risque

- **Schéma directeur incendie d'octobre 2007**
 - validé par la Préfecture de Police par courrier du 4 juin 2008

- **Notice estimative SNC LAVALIN PEB de mars 2010**

- **Première tranche de travaux de 5,5 M€ engagée dans le cadre du Plan d'Actions sécurité incendie 2010-2014**

- **Evaluation de l'ensemble des travaux nécessaires à la levée des avis défavorables à 57 M€(sécurité incendie stricto sensu)**